



ÉRIC PIOLLE
MAIRE DE GRENOBLE

Grenoble, le 24 JUIN 2014

Monsieur Georges VEYRET
ATTAC-Isère
Maison des Associations
6 rue Berthe de Boissieux
38000 GRENOBLE

CAB/EP/R/JZ/OB/NB2014.031
GED2014/006413

Monsieur,

Je vous remercie pour votre courrier daté du 2 Mai 2014 nous informant des risques encourus par le grand marché Transatlantique ou TAFTA au cas où il serait signé.

Je tiens à vous informer que la ville de Grenoble a adopté à l'unanimité un vœu demandant l'arrêt des négociations du projet de traité transatlantique lors du Conseil Municipal du 26 mai dernier.

Vous trouverez ci-joint le vœu adopté, ainsi que les courriers adressés aux eurodéputé(e)s et au Ministre des Affaires Etrangères.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes salutations les meilleures.

Eric PIOLLE



COPIE
POUR INFORMATION

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

LE VINGT SIX MAI DEUX MILLE QUATORZE, le conseil municipal s'est réuni en séance publique, en l'Hôtel de ville de Grenoble, sur la convocation de Monsieur le Maire, en date du 20 mai 2014.

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 59
Monsieur Eric PIOLLE, Maire, assure la présidence.

Il est procédé à l'appel nominal auquel répondent :

Mme Anouche AGOBIAN - M. Antoine BACK - M. Vincent BARBIER -
Mme Nathalie BERANGER - Mme Corinne BERNARD - M. Olivier BERTRAND -
Mme Maryvonne BOILEAU - Mme Marie-Madeleine BOUILLON - Mme Sarah BOUKAALA -
M. Sadok BOUZAIENE - M. Alain BREUIL - M. Paul BRON - Mme Bernadette CADOUX -
Mme Kheira CAPDEPON - M. Emmanuel CARROZ - M. Richard CAZENAVE -
M. Matthieu CHAMUSSY - M. Thierry CHASTAGNER - M. Pascal CLOUAIRE -
Mme Laurence COMPARAT - M. Alan CONFESSON - Mme Mireille D'ORNANO -
Mme Suzanne DATHE - M. René DE CEGLIE - M. Alain DENOYELLE - Mme Salima DJIDEL -
M. Lionel FILIPPI - M. Vincent FRISTOT - Mme Christine GARNIER -
Mme Marina GIROD DE L'AIN - M. Claus HABFAST - Mme Mondane JACTAT -
Mme Jeanne JORDANOV - Mme Claire KIRKYACHARIAN - Mme Laëtitia LEMOINE -
Mme Lucille LHEUREUX - M. Bernard MACRET - M. Fabien MALBET - M. Pierre MERIAUX -
M. Yann MONGABURU - Mme Anne-Sophie OLMOS - Mme Sylvie PELLAT-FINET -
M. Eric PIOLLE - Mme Catherine RAKOSE - Mme Bernadette RICHARD-FINOT -
M. Hakim SABRI - M. Jérôme SAFAR - Mme Marie-José SALAT - M. Jérôme SOLDEVILLE -
Mme Maud TAVEL - M. Guy TUSCHER - M. Jacques WIART - Mme Sonia YASSIA.

Absents ayant donné pouvoir :

Mme Marie-Madeleine BOUILLON donne pouvoir à Mme Maryvonne BOILEAU de 23H53 à 00H56
M. Georges BURBA donne pouvoir à Mme Jeanne JORDANOV de 18H06 à 00H56
M. Claude COUTAZ donne pouvoir à Mme Suzanne DATHE de 18H06 à 00H56
Mme Marina GIROD DE L'AIN donne pouvoir à Mme Christine GARNIER de 21H07 à 00H56
Mme Martine JULLIAN donne pouvoir à Mme Maud TAVEL de 18H06 à 18H41
Mme Lucille LHEUREUX donne pouvoir à M. Bernard MACRET de 23H40 à 00H56
M. Raphaël MARGUET donne pouvoir à M. Fabien MALBET de 18H06 à 00H56
Mme Elisa MARTIN donne pouvoir à M. Sadok BOUZAIENE de 18H06 à 19H12
M. Yann MONGABURU donne pouvoir à M. Pierre MERIAUX de 19H46 à 23H13
M. Olivier NOBLECOURT donne pouvoir à M. Jérôme SAFAR de 18H06 à 00H56
Mme Sonia YASSIA donne pouvoir à M. Jacques WIART de 22H54 à 00H56.

Secrétaire de séance : Mme Laëtitia LEMOINE.

VOEU : Voeu relatif à la zone de libre-échange transatlantique présenté par le Groupe du Rassemblement Citoyen, de la Gauche et des Ecologistes.

Monsieur Alan CONFESSON expose,

Mesdames, Messieurs,

Au lendemain des élections européennes, les élus du conseil municipal de Grenoble, citoyens européens engagés s'expriment sur la zone de libre-échange transatlantique appelée T.A.F.T.A. (Transatlantic Free Trade Area).

Ce projet de Grand Marché Transatlantique (GMT), en démantelant une partie importante des droits de douane, en particulier sur le marché agricole, s'attaque à la qualité de la production en Europe, en France, à notre environnement et à notre santé. Les dérèglementations qu'il induit permettraient l'arrivée sur nos étals de produits alimentaires, jusqu'ici encadrés ou interdits en Europe, comme le poulet lavé à la javel ou des produits à base d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Ce faisant il impacterait notre politique communale. En matière de repas, dans les cantines scolaires, ou par portage du CCAS, nous n'aurions plus une traçabilité complète sur la provenance des aliments. Il impacterait évidemment les achats de fourniture et de produits dans les marchés et commerces de la ville en ayant pour effet un dumping de la production locale et une mise en question de notre engagement à favoriser les circuits courts.

Par ailleurs, l'impact sur d'autres aspects de la vie communale serait assez vite défavorable à nos finances et à nos choix politiques puisque l'écosystème productif des Etats-Unis s'attaque clairement à nos brevets, à la propriété intellectuelle, à la production culturelle, ceux-ci étant le vivier de notre action dans tous les domaines sur le territoire de la Ville.

C'est pourquoi, nous Ville de Grenoble réunis en Conseil Municipal le 26 mai 2014, déclarons refuser toute tentative d'affaiblissement du cadre législatif et réglementaire, national ou européen, en matière sociale, économique, sanitaire, culturelle, environnementale et de défense des services publics et formons le vœu :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal demande :

- Que le Gouvernement de la France intervienne avec tous les moyens à sa disposition auprès de la Commission européenne pour obtenir la suspension des négociations sur le Partenariat transatlantique et qu'il permette l'ouverture d'un débat national sur le GMT impliquant la pleine participation des collectivités territoriales, des organisations syndicales et associatives, des organisations socioprofessionnelles et des populations ;

· Que les députés européens convoquent ce débat et refusent que la Commission européenne prenne position tant que les enjeux n'ont pas été portés à la connaissance et à l'expertise des citoyens européens, via la diffusion publique immédiate de l'ensemble des textes relatifs aux négociations du T.A.F.T.A.

Conclusions adoptées :
Adopté.

Pour extrait conforme,

Affichée le : **04 JUIN 2014**



COPIE
POUR INFORMATION

Grenoble, 10 JUIN 2014

À l'attention de l'ensemble des députés
européens français

ÉRIC PIOLLE
MAIRE DE GRENOBLE

CAB/EP/GR 2014.022

Madame l'eurodéputée, Monsieur l'eurodéputé,

La campagne européenne qui s'est achevée le 25 mai dernier a été notamment animée par les enjeux liés au projet de traité de libre-échange transatlantique (TAFTA). Nous pouvons même regretter que ce débat fondamental ait parfois été éclipsé par d'autres considérations, tant il constitue une étape cruciale dans la construction européenne.

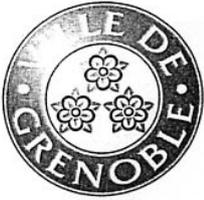
Si les positions les plus réactionnaires ont pu s'exprimer dans ce débat – et je les ai combattues avec d'autres – une analyse, profondément ancrée dans les valeurs de solidarité et de protection de notre environnement, a également été proposée à nos concitoyens face au lobbying des multinationales et des ultra-libéraux. Aujourd'hui, nombre de collectivités locales ont fait leur cette position : l'Île de France, Rhône-Alpes, le Tarn, Niort, Besançon.... L'impact de ce traité sur nos territoires serait ravageur et irait à rebours de nos actions pour refonder notre modèle de développement.

Le lendemain des élections européennes, Grenoble a donc pris sa place dans le débat et a adopté à l'unanimité le vœu joint au présent courrier. Notre municipalité déclare « *refuser toute tentative d'affaiblissement du cadre législatif et réglementaire, national ou européen, en matière sociale, économique, sanitaire, culturelle, environnementale et de défense des services publics* ».

Dès lors, Madame, Monsieur, en votre qualité de parlementaire européen nous vous interpellons afin que vous rendiez public l'ensemble des textes relatifs aux négociations. Il s'agit de permettre aux citoyens de s'informer complètement et d'alimenter le débat public que vous êtes les plus légitimes à animer. Auparavant, nous vous invitons à faire le maximum pour obtenir la suspension des négociations par la commission européenne. Le gouvernement français a également été sollicité.

Vous remerciant pour votre concours à l'animation du débat démocratique, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Eric PIOLLE



ÉRIC PIOLLE
MAIRE DE GRENOBLE



Grenoble, 10 JUIN 2014

Monsieur Laurent FABIUS
Ministre des Affaires étrangères et du
Développement international
75351 PARIS Cedex 07

CAB/EP/GR 2014.021

Monsieur le ministre,

La campagne européenne qui s'est achevée le 25 mai dernier a été notamment animée par les enjeux liés au projet de traité de libre-échange transatlantique (TAFTA). Nous pouvons même regretter que ce débat fondamental ait parfois été éclipsé par d'autres considérations, tant il constitue une étape cruciale dans la construction européenne.

Si les positions les plus réactionnaires ont pu s'exprimer dans ce débat – et nous les avons combattu – une analyse, profondément ancrée dans les valeurs de la gauche et des écologistes, a également été proposée à nos concitoyens face au lobbying des multinationales et des ultra-libéraux. Aujourd'hui, nombre de collectivités locales ont fait leur cette position : l'Ile de France, Rhône-Alpes, le Tarn, Niort, Besançon.... L'impact de ce traité sur nos territoires serait ravageur et irait à rebours de nos actions pour refonder notre modèle de développement.

Le lendemain des élections européennes, Grenoble a donc pris sa place dans le débat et a adopté à l'unanimité le vœu joint au présent courrier. Notre municipalité déclare « *refuser toute tentative d'affaiblissement du cadre législatif et réglementaire, national ou européen, en matière sociale, économique, sanitaire, culturelle, environnementale et de défense des services publics* ». Dès lors, monsieur le ministre, nous interpellons le gouvernement pour qu'il intervienne auprès de la commission afin de suspendre les négociations en cours et d'ouvrir un débat national sur le grand marché transatlantique. Les eurodéputés sont également sollicités.

Confiant dans la volonté du gouvernement de réorienter l'Europe, le président de la République en a fait même son « devoir » lors de son allocution du 26 mai 2014.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes salutations les meilleures.

Eric PIOLLE


Copie : Harlem DESIR, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes